

## LA FONCTION NORMALE DE L'ECOLE DANS LA NATION

par Marcien TOWA

La révolution africaine est en cours, une profonde transformation s'opère dans nos conditions de vie et dans nos modes de penser et de sentir. Mais quelles chances avons-nous de réussir cette révolution, de traverser heureusement la tourmente, de passer de l'équilibre ancien à un équilibre supérieur, de la situation de parias à celle d'une humanité pleinement épanouie et respectée ?

Les conditions extérieures de réussite existent : le droit de souveraineté nous est moralement reconnu sur tout l'immense continent africain qui regorge de richesses naturelles et de sources d'énergie ; le contexte politique international nous est suffisamment favorable. Restent les habitants : le succès de la révolution africaine dépend essentiellement de la qualité des Africains et de celle de leur société ; et ce, d'autant plus que nous devons compenser notre infériorité numérique.

Nous réussissons si nous parvenons à faire d'une masse invertébrée divisée en tribus et en républiquettes misérables et quémandeuses, un seul grand peuple fortement organisé ; si nous parvenons à transformer une population analphabète et apeurée, incapable de saisir les données élémentaires de la politique mondiale et même d'en soupçonner l'existence, en un peuple politiquement conscient et aguerri ; si nous arrivons à changer nos masses vouées à un travail absurde et stérile en raison du caractère rudimentaire des instruments utilisés, en hommes armés de la science et de la technique modernes qui multiplie à l'infini la rentabilité de l'effort humain. Nos plus grands capitaux, nos armes les plus puissantes, c'est nous-mêmes.

Bref, le problème de l'éducation, de la transformation intrinsèque de l'Africain, est au cœur de la révolution africaine : éducation dans la famille, éducation dans le syndicat, le parti, éducation par l'école, le spectacle, la radio. Dans cet article, nous aurons surtout en vue l'éducation au sens étroit, celle qui se donne à l'école, sa nature et son rôle normal dans toute société et dans toute nation. Et plus tard, nous espérons étudier son rôle sous le régime colonial, c'est-à-dire, dans une société dominée, et enfin sa place dans un Cameroun nouveau et dans une Afrique nouvelle.

### 1) Un rapide coup d'oeil historique

Un rapide coup d'oeil historique fait voir que l'éducation est généralement publique. Toute société, même rudimentaire, possède son propre système éducatif, sa propre école. On a beaucoup discuté depuis l'antiquité sur les avantages et les inconvénients respectifs de l'éducation privée, familiale, et de l'éducation publique. Mais cette discussion ne portait que sur un secteur limité du système éducatif et sur le degré d'homogénéité et de cohérence à donner à la nation. Selon Fustel de Coulanges (Cité Antique, p. 145), le Grec ou le Romain appartenait en même temps à quatre sociétés organiquement emboîtées dans l'ordre d'importance numérique : Famille, Phratrie ou Curie, Tribu ou Cité, celle-ci englobant toutes les autres. Il n'entrait pas le même jour dans toutes, mais montait successivement, à mesure qu'il grandissait, de l'une à l'autre en commençant par la famille. Chaque étape était marquée par une cérémonie plus ou moins solennelle. C'étaient ces initiations progressives et publiques qui constituaient l'essentiel du système éducatif conçu pour le Grec (ou le Romain) moyen avant Platon. L'école au sens actuel du mot dispensait seulement l'enseignement de la lecture, de l'écriture, du calcul, et, en outre l'éducation physique et la musique, l'enseignement secondaire étant alors inexistant. Le problème de l'éducation privée ou publique consistait seulement à se demander, puisque tout se tient dans l'éducation, si la cité devait elle-même se charger aussi d'apprendre aux enfants à lire, écrire et compter ou si elle devait en laisser le soin à la famille.

C'est la première solution qui prévaut. En effet, observe Aristote, « comme il n'y a qu'un but unique dans la Cité, il s'ensuit évidemment que l'éducation doit de toute nécessité être une et la même pour tous ». (Politique, livre V, chap. 1).

La même solution prévaut généralement dans les nations occidentales (nous nous bornerons à l'occident parce qu'il constitue un terme de référence commode). Notons que la querelle qui oppose aujourd'hui partisans et adversaires de l'école libre n'a pas le même sens que celle que nous évoquons. Durant tout le Moyen-Age et l'Ancien Régime, l'éducation fut commune et entièrement aux mains du clergé. Les révolutionnaires engagèrent la lutte contre ce monopole parce qu'ils reprochaient au clergé sa collusion avec les forces conservatrices et à l'enseignement dispensé son caractère dogmatique et donc anti-scientifique. Cette lutte aboutit au monopole de l'enseignement d'Etat tel qu'il est réalisé dans certains pays de l'Est. En France, il s'établit un équilibre précaire entre l'enseignement confessionnel et l'enseignement neutre de l'Etat avec un net avantage pour ce dernier. Ainsi il apparaît assez clairement qu'il s'agit au fond d'une lutte entre deux fractions du peuple français s'opposant à la fois sur le plan des intérêts, sur le plan politique

et sur le plan idéologique, et cherchant chacune à s'assurer le monopole de l'éducation, atout majeur pour remporter la victoire sur la fraction adverse. Quant à la liberté revendiquée par l'école libre, vaine de retraite. Il semble exclu en effet que le clergé se fasse sincèrement le champion de la coexistence pacifique des idéologies et des croyances, car le dogmatisme et l'intolérance paraissent bien être la tare originelle de toute religion. En définitive, le conflit scolaire traduit une division profonde du pays.

Au contraire, si la querelle traditionnelle sur l'éducation privée et l'éducation commune peut comporter des implications politiques et idéologiques, elle est surtout de caractère pédagogique ; elle porte plus sur la méthode que sur le contenu de l'éducation. Pour en percevoir les prolongements actuels, ce n'est pas la querelle scolaire qu'il faut considérer mais les discussions des promoteurs de l'éducation nouvelle sur l'utilité et les dangers de l'individualisation de l'enseignement, de son adaptation au caractère propre de chaque enfant, son contenu demeurant pour l'essentiel le même pour tous.

L'école donc est généralement commune, publique et ne peut que l'être dans la mesure même où la société exige intégration et cohésion interne.

### 2) Fondement du caractère public de l'école

Cette exigence découle du fait que la première raison d'être de l'école dans la société, c'est la société elle-même. Toute société en effet se trouve dans l'obligation contradictoire de se renouveler dans ses membres sans cesser d'être elle-même. Puisque la mort décime continuellement ses cadres constitués, elle doit pourvoir à leur remplacement parallèle par les jeunes, comme l'organisme vivant doit renouveler ses cellules sans perdre son identité. C'est seulement en devenant que la société se maintient dans son être.

Or l'être propre de telle société qui a à se maintenir n'est pas la nature, comme l'organisme vivant, mais culture ; il n'est pas le résultat du développement spontané de l'inné, mais le fruit de l'activité conscientielle et laborieusement créatrice de la collectivité. Les représentations collectives, les institutions, les arts, et toutes sortes de réalisations techniques, à quoi se réduit l'être social, sont des oeuvres de l'homme comme source d'histoire, et non des produits naturels émanés de la structure biologique héréditaire d'une race. L'historicité de la culture, laquelle nécessite de l'être de la société fonde en dernière analyse la nécessité de l'éducation, éducation publique, puisqu'il s'agit de combler l'écart existant entre la naturalité de l'enfant et l'historicité de l'adulte ayant

intériorisé la culture de la société dont il est membre. Seulement l'acquis culturel ne peut pas être légué comme les biens matériels, par un acte unilatéral du testateur enrichissant l'héritier du dehors. Ce dernier doit, par un laborieux effort intérieur, recréer en quelque sorte la culture de son groupe, refaire dans une certaine mesure et pour son propre compte, quoiqu'en raccourci, le chemin parcouru par la société; et c'est pourquoi la société organise un système éducatif plus ou moins long, plus ou moins complexe suivant l'importance de l'acquis qu'elle détient et qu'elle a à transmettre.

### 3) Particularité de la nation et de la culture

Il conviendrait maintenant de lever une équivoque; nous parlons de la société. En fait la société n'existe pas: il n'y a que des sociétés déterminées, particulières et chacune d'elles, la nation par exemple, est nécessairement originale du fait qu'elle s'est constituée par la lutte contre des obstacles physiques et humains dont l'exacte répétition est impossible. Un peuple porte toujours les marques profondes et durables de son histoire et de sa situation, ou, pour mieux dire, il se confond en tant que cultivé, avec son histoire et sa situation, du moins sous l'angle statique.

En d'autres termes, les nations, en tant que sociétés déterminées, sont closes, ayant chacune son système de valeurs particulier, ses croyances particulières, ses problèmes particuliers, ses haines et ses aspirations particulières. Il est bien vrai que de grands courants de pensée ou de croyances comme le communisme, le Christianisme ou l'Islam tendent à effacer les frontières des nations et à unir tous les hommes. Sans sous-estimer la puissance de tels courants, force est bien de constater que pour le peuple hébreu, par exemple, le « Dieu des Armées » est le Dieu des armées d'Israël, que les ennemis d'Israël sont par là même les ennemis de Dieu. En principe, tous les hommes ont un même Père qui, secondé par ses Saints, veille sur eux avec un amour égal et une égale justice. Mais qu'une guerre éclate entre deux nations; les prêtres de l'une n'hésiteront pas à bénir les troupes et les armes nationales en invoquant Dieu et les Saints patrons de la nation, c'est-à-dire, les ancêtres historiques ou mythiques, tandis que les prêtres de la nation adverse en feront autant. Chaque cité antique avait sa (ou ses) divinité protectrice, ses ancêtres et ses génies tutélaires; depuis lors, l'évolution n'a été qu'apparente ou de principe: au niveau de l'exécution de détail. Ce glissement au polythéisme pratique semble tellement irrésistible que la contradiction avec le monothéisme théorique qu'il enveloppe n'est ordinairement pas perçue.

La tendance en effet est forte qui pousse chaque peuple, même médiocre à se croire investi, par Dieu ou par l'Histoire, d'une mis-

sion aux dimensions de l'humanité. Il s'ensuit que s'opposer à lui, c'est s'opposer à Dieu ou à l'Histoire. Et c'est ainsi qu'un peuple peut exalter son orgueil, assouvir ses instincts agressifs et sa cupidité, en avilissant d'autres peuples ou même en les exterminant, mission sacrée.

Il serait probablement exagéré de soutenir avec Bergson que pour passer réellement de la société close, de la nation par exemple, à la société ouverte, universelle, l'humanité doit subir au préalable une mutation radicale qui la transforme en surhumanité. Il demeure que, par rapport aux courants universalistes dont le succès peut être souhaité, les nationalismes constituent pour le moment des forces d'inertie dont il serait dangereux de méconnaître l'importance. Jusqu'ici, hormis des regroupements régionaux imposés par des impératifs de sécurité ou d'intérêt, la résistance des impérialismes nationaux n'a pu être vaincue. Il est vrai qu'aujourd'hui, comme les U.S.A et l'U.R.S.S., doit avoir des dimensions de même ordre d'importance. La division du monde en nations souveraines et souvent antagoniques peut encore durer fort longtemps; il en sera présenté de trop grandes inégalités de développement. C'est donc dans une optique nationale qu'il convient de déterminer le rôle de l'éducation.

### 4) Contenu de l'éducation nationale

A quoi peut alors viser précisément l'éducation nationale? A former c'est-à-dire essentiellement, à communiquer aux générations nouvelles l'expérience acquise ainsi que les méthodes pour la développer, de manière à assurer la pérennité de la nation comme société déterminée et à satisfaire ses besoins aussi bien sinon mieux que par le passé. Des nouvelles générations doivent être dégagées quatre catégories de cadres particulièrement indispensables.

a) Chaque nation comporte, en principe, des cadres de conception ou d'organisation globale dont le rôle est de déceler et de formuler les aspirations et les besoins de toute la nation et de concevoir en fonction de ces besoins et aspirations, de l'importance démographique et du niveau mental de la nation, la forme d'organisation la plus efficace, la plus propre à les satisfaire. Ils constituent l'organe législatif de la nation, (et nous ne songeons pas tant aux assemblées législatives).

b) L'autre catégorie de cadres est formée par les producteurs et les créateurs, ceux qui seront directement aux prises avec la réalité physique et humaine, soit pour domestiquer les forces de la

nature, soit pour traduire en oeuvres d'art, c'est-à-dire, humaniser, domestiquer nos rêves, nos passions, nos angoisses. On peut y domestiquer nos rêves, nos passions, nos angoisses. On peut y ajouter ceux qui se spécialisent dans la défense de la nation. Dans tous ces domaines qui intéressent la nation comme telle, celle-ci possède une expérience adaptée à sa situation, à son histoire, à ses besoins propres, et qu'elle a à transmettre aux jeunes. Selon les circonstances, l'accent peut être mis soit sur la défense, soit sur l'art, soit sur la productivité économique.

Insistons sur l'importance actuelle de l'économie. Depuis que l'Europe a opéré la révolution industrielle et s'est assurée, grâce à l'énorme puissance matérielle qu'elle en tirait la domination sur le reste du monde, les nations non-européennes n'ont plus qu'une alternative : ou bien réaliser à leur tour la révolution industrielle, préalablement à toute autre considération, pour secouer le joug de la domination, ou bien renoncer à l'industrialisation soit par manque d'énergie, soit pour des raisons morales, et se résigner à disparaître de l'histoire. L'industrialisation intense et accélérée apparaît désormais comme un préalable à tout épanouissement national.

Or on a coutume de classer à part le problème scolaire (parmi les questions sociales) et le problème économique ; ce qui peut faire croire, à tort pensons-nous, que l'enseignement et le développement économique constituent deux ordres de problèmes réellement séparables. En fait pour une nation qui se propose d'opérer la révolution économique, la scolarisation n'est pas un problème à côté du problème du développement, elle en constitue le centre. En effet, le rythme de croissance économique dépend non seulement des capitaux, de la fertilité du sol, de la richesse du sous-sol et du potentiel énergétique, mais aussi et surtout des moyens que l'homme peut mettre en oeuvre pour les exploiter. Le moyen le plus simple et le plus traditionnel utilisé par l'homme, c'est la force de ses bras. Mais en développant sa connaissance de la nature, en fabriquant des instruments de plus en plus perfectionnés en fonction de cette connaissance, il peut augmenter indéfiniment, par l'action de la matière sur la matière, la production des biens dont il a besoin. Le secret de la puissance de l'Europe réside dans la science et la technique, lesquelles ont pris un tel essor que leur maîtrise nécessite de grandes dépenses et un vaste programme de formation de savants, d'ingénieurs et d'ouvriers spécialisés. Aucun projet de révolution économique n'est concevable sans cette infra-structure scientifico-technique.

Le recours à l'assistance ne peut constituer qu'une mesure transitoire et de portée limitée, et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que toutes les grandes puissances sont elles-mêmes engagées dans une implacable compétition en vue de parvenir à la plus grande puissance économique possible. L'Union Soviétique forme

plus d'ingénieurs que les Etats-Unis et presque quatre fois plus que l'Angleterre, la France, la République Fédérale Allemande et l'Italie réunies dont la population s'élève à 200 millions environ et l'Italie tant, à peu près autant que celle de l'Union Soviétique. Et bien celle-ci prévoit, pour son plan septennal, plus que le doublement au cours du septennat. Ainsi donc, le pays du monde de loin le mieux pourvu en savants et techniciens hautement qualifiés, doit encore accélérer, pour son propre développement économique, la formation de ses cadres. Que dire alors des autres puissances ? En France, le manque de cadres de hauts ordres est-il si alarmant, comme peut en témoigner quotidiennement la presse ? L'assistance technique ne peut être, par suite, qu'étroitement circonscrite. Autre inconvénient grave, les techniciens étrangers ne sont pas seulement des techniciens, ils ont leurs idées politiques, leurs positions sur le système économique, sur les problèmes sociaux et autres qu'ils répandent autour d'eux. Or leurs idées ne sont pas forcément conformes aux impératifs de développement du pays assisté. Il ne serait pas difficile de déceler d'autres dangers de l'assistance technique, notamment une certaine attitude de mendicité des assistés, l'inadaptation des techniciens étrangers à un milieu très différent de celui pour lequel ils ont été formés...

Il en résulte que le recours à l'assistance technique doit être prudent et ne saurait constituer qu'une solution provisoire, un pis-aller. Un projet sérieux de développement économique, aujourd'hui impératif vital de tous les pays et surtout des pays sous-développés, postule un développement simultané de la formation des cadres autochtones à tous les degrés, des ouvriers qualifiés, aux ingénieurs et aux savants.

c) Les cadres de conception ou d'organisation globales constituant l'organe législatif de la société et les cadres producteurs et transformateurs sont reliés par les cadres d'exécution comprenant le Gouvernement et l'Administration. L'efficacité de ces cadres, c'est-à-dire la rapidité et la fidélité avec lesquelles les décisions sont exécutées, dépend à la fois de leur compétence et de leur intégrité.

d) Enfin, il doit être prévu des cadres destinés à contrôler le bon fonctionnement de l'ensemble du système, à veiller à l'observation des règles admises, à corriger éventuellement des déviations.

Mais la condition fondamentale d'un fonctionnement normal se trouve dans une large communauté idéologique : mêmes aspirations profondes, identité ou similitude des objectifs et des moyens essentiels pour les atteindre, similitude de mentalité facilitant la compréhension réciproque et faisant d'autre part de la nation un système largement clos et replié sur lui-même ; faute de quoi il se

produire des coupures, des discontinuités, des heurts qui, ralentiront, perturberont ou paralyseront tout le mécanisme. C'est pourquoi il importe pour les citoyens d'acquiescer une connaissance minima de l'ensemble du système, de ses fins et de ses moyens, bien que la spécialisation des cadres reste nécessaire en raison de la complexité du tout.

### 5) Ecole Nationale et Publique

Il apparaît ainsi assez clairement, croyons-nous, que l'école doit être à la fois nationale et publique, Nationale et non universelle, parce qu'elle répond aux exigences de la nation en tant que société dans une grande mesure fermée sur elle-même avec ses problèmes particuliers et sa conscience collective particulière. Nous ne voulons pas en disant cela poser en principe, la xénophobie et l'égoïsme national, mais marquer clairement ce qui est le comportement effectif et nécessaire des nations même les plus favorables à l'internationalisme, et qui est souvent voilé pour des raisons d'opportunité politique. Le plan septennal soviétique insiste beaucoup, et avec raison sur la liaison de l'école et de la vie c'est-à-dire avec les tâches concrètes de l'édification économique. La Chine fait de même. Or la réalité économique étant fort différente dans les deux pays, l'école qui est adaptée à cette réalité l'est aussi.

L'école sera, d'autre part, publique, et non livrée à la fantaisie des particuliers et aux querelles des clans. Puisque son rôle premier est de former les cadres que nous avons indiqués et qui constituent l'ossature de la nation, elle est de ce fait, l'affaire de la collectivité elle-même, son but est la communauté nationale, comme telle. La division et l'éparpillement de l'école seraient la division et l'éparpillement de la nation elle-même, sa paralysie ou son effondrement.

### 6) Nation et individu

Dans cette optique la nation apparaît comme l'absolu que les individus doivent servir et auquel ils sont soumis et sacrifiés. Effectivement, nombre de philosophes (surtout allemands) tendent à privilégier la société au détriment des individus qui la constituent en attribuant à la société un être en soi transcendant. Rien n'impose une telle conception. Il est apparemment plus courant et plus normal, de considérer la société comme un simple moyen pour les individus (moyen nécessaire il est vrai) d'aboutir, par l'union et l'organisation, à une action plus efficace dans un nombre déterminé de domaines : sécurité, travail, etc... La société en soi et transcendantale ne serait qu'une abstraction réalisée selon un processus classique par lequel l'homme se fait l'esclave de ses propres créations hypostasées.

En fait le rapport entre l'individu et la société semble bien plus intime. Car l'individu ne peut en aucune façon émerger en dehors de toute société, ni la société se concevoir sans les individus qui la composent. Ce qui existe effectivement ce n'est ni la société en soi, ni l'individu isolé, mais la seule totalité formée par les individus vivant en société. Société et individus se constituent en même temps, par genèse réciproque, les personnes émergeant de la société et la société s'édifiant par l'émergence des personnes. Selon ou de la société, l'un apparaîtra comme moyen de l'autre. Dans un cas comme dans l'autre il y aurait erreur de perspective, la réalité étant le tout constitué par les personnes organisées en société.

### 7) Paradoxe de l'éducation

Cette ambiguïté qui caractérise les rapports entre la société et les individus est à la base du paradoxe fondamental de toute éducation. Dans la nation par exemple, l'éducation vise l'intégration des jeunes destinés à assurer la relève de leurs aînés, dans des cadres préétablis, en leur communiquant l'expérience des anciens. Comme les jeunes n'ont pas à choisir ces cadres, l'intégration revêt à leurs yeux un caractère de contrainte. Mais il faut distinguer dans l'expérience à communiquer aux jeunes l'acquis, les découvertes et d'autre part, les méthodes d'investigation et d'acquisition. Or si l'enseignement de l'acquis s'adresse surtout à la mémoire, celui de la méthode s'adresse plutôt au jugement et à la raison, et par là il favorise l'émergence de la liberté et de la personne. Ainsi l'éducation peut-elle se donner pour mission l'épanouissement des individus. Mais la liberté risque de détruire le cadre qui a permis son éclosion. Ainsi la liberté ne peut naître que de la contrainte que la société exerce sur l'individu par l'éducation, tandis que la liberté née de la contrainte sociale, pour s'affirmer, se dresse, menaçante, contre la société constituée. Aucun artifice pédagogique ne peut venir à bout de cette double contradiction essentielle : nier la liberté par la contrainte pour promouvoir la liberté mais mettre la société existante en danger en promouvant la liberté par l'éducation.

L'école est la médiatrice obligée assurant la liaison entre les anciennes et les jeunes générations, à titre de condition absolue de survie de toute nation. Pour l'individu au contraire, elle constitue comme une zone de croissance seconde (la première étant les virtualités spécifiques) grâce à laquelle il s'épanouit effectivement, atteint sa pleine stature dans l'autonomie, et entretient le mouvement de la société. L'école se trouve donc au centre de toute révolution. C'est pourquoi tous les réformateurs se sont préoccupés de l'éducation de Lycurgue et Solon jusqu'aux marxistes, en passant par Rabelais, Montaigne, Luther, Rousseau et d'autres encore.

**This article is Copyright and Distributed under the following license**



**Attribution-NonCommercial-ShareAlike  
CC BY-NC-SA**

This license lets others remix, tweak, and build upon your work non-commercially, as long as they credit you and license their new creations under the identical terms.

[View License Deed](#) | [View Legal Code](#)

**Cet article est protégé par le droit d'auteur et distribué sous la licence suivante**



**Attribution - Pas d'Utilisation  
Commerciale - Partage dans les Mêmes  
Conditions CC BY-NC-SA**

Cette licence permet aux autres de remixier, arranger, et adapter votre œuvre à des fins non commerciales tant qu'on vous crédite en citant votre nom et que les nouvelles œuvres sont diffusées selon les mêmes conditions.

[Voir le Résumé Explicatif](#) | [Voir le Code Juridique](#)

### **Copyright and Take Down notice**

The digitized version of Abbia seeks to honour the original intentions of the paper publication. We continue to publish under the patronage of the Ministry of Arts and Culture: permission for this was given by the minister of Arts and Culture on 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/.. It has not proved possible to track down the surviving authors so we are making the material available under a more restrictive noncommercial CC license. We have setup a takedown policy to accommodate this. More details are available from [here](#).

La version numérisée d'Abbia vise à honorer les intentions originales de la publication sur papier. Nous continuons à publier sous le patronage du Ministère des Arts et de la Culture: permission a été donné par le ministre le 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/. Il n'a pas été possible de retrouver les auteurs survivants, c'est pourquoi nous rendons le matériel disponible sous une licence CC non commerciale plus restrictive. Nous avons mis en place une politique de démantèlement pour y faire face. Plus de détails sont disponibles [ici](#).